

LES CHIFFRES

21

Cette année, le Blue Shirt Day du 21 avril en hommage à U Win Tin - pour la libération de tous les prisonniers politiques - prend une signification particulière. On compte plus de 3400 prisonniers politiques depuis le coup d'Etat.



6

Alors que Total et Chevron continuent le « *business as usual* », 6 sénateurs américains demandent aux Etats-Unis de placer la *Myanmar Oil and Gas Enterprise* (MOGE) sous sanction.



250 000

Selon le rapporteur spécial de l'Onu sur la Birmanie, la répression conduite par la junte a provoqué le déplacement de près de 250 000 personnes depuis le 1er février.



Gouvernement d'unité nationale : à reconnaître de toute urgence

Le 16 avril, le CRPH a entériné la formation d'un gouvernement d'unité nationale (NUG) dans une annonce historique. « *Pour la première fois de son histoire, la Birmanie a un gouvernement d'unité* », souligne le Dr Sasa, nouveau Ministre de la coopération internationale. La composition multi-ethnique du NUG est une première dans l'histoire politique du pays. En l'absence du Président Win Myint et de la Conseillère d'Etat Aung San Suu Kyi, détenus incommunicado, c'est le vice-président Duwa Lashi La — Kachin — ainsi que le Premier ministre Mahn Win Khaing Than — Karen — qui sont à la tête du nouveau gouvernement, adoubé par le mouvement de désobéissance civile. Aucun Etat n'a cependant encore officiellement reconnu le NUG. Un constat désolant, qui peut toutefois être tempéré par le fait que le NUG s'est déjà entretenu avec des puissances internationales, et non des moindres. Pékin, Washington, Londres ou Bruxelles ont rencontré des représentants du NUG, qui a également été invité par le Royaume-Uni à participer au prochain sommet du G7, du 11 au 13 juin. Pour reprendre encore les mots du Dr Sasa, « *n'est-ce pas là une sorte de reconnaissance?* ». Dans une tribune, la Communauté Birmane de France appelle le gouvernement français à reconnaître le NUG, un levier essentiel pour contrer la junte. Affaire à suivre.

L'armée birmane est confrontée à des désertions

La junte a poursuivi sa répression meurtrière, tuant plus de 200 personnes en avril (plus de 750 morts depuis février). De plus en plus, notamment dans les régions de Sagaing et de Mandalay, l'armée et la police sont confrontées à un mouvement qui se durcit, les birmans sont prêts à mourir pour en finir avec la junte, en se défendant par tous les moyens possibles (barricades et armes de fortune, sabotage). Les tueries de masse ont indéniablement provoqué des « *dommages collatéraux* » au sein des forces de sécurité birmanes. Dès le début du mois de mars, plus de 100 policiers avaient rejoint le MDC, tandis qu'à la mi-avril, 4 soldats avaient déserté, se réfugiant dans des zones contrôlées par des organisations ethniques armées. Le capitaine Lin Htet Aung, interviewé par un journaliste de Radio Free Asia, soutient que « *75% des soldats seraient prêts à quitter leur poste* », voire à rejoindre une armée fédérale, si l'assurance leur était donnée que leur famille pouvait être mise à l'abri. Dans une autre interview, le chef d'escadron Htein Thaw Oo estime que « *si le CRPH/NUG parvenait à mener des projets et programmes et que des zones contrôlées par l'armée ne l'étaient plus, il serait possible de voir des désertions de masse [car] de nombreux soldats pèsent actuellement le pour et le contre* ». La multiplication des désertions est sans aucun doute l'une des clefs de l'issue du mouvement de désobéissance civile.

Nouvelles sanctions contre la junte et ses intérêts économiques

Le 19 avril, l'Union Européenne a adopté de nouvelles sanctions contre la junte. Elles étaient attendues depuis des semaines. L'UE a tout d'abord ajouté 10 individus à sa liste (interdiction de se rendre ou de transiter par l'UE et gel des avoirs). Elle a surtout fini par placer sous sanction les 2 conglomérats de l'armée, la *Myanmar Economic Holdings Public Company Limited* (MEHL) et la *Myanmar Economic Corporation Limited* (MEC). Le Royaume-Uni et les Etats-Unis avaient pris les devants à ce sujet. Sans surprise, la *Myanmar Oil and Gas Enterprise* (MOGE) n'est toujours pas dans la viseur de l'UE, tant le secteur pétrolier et gazier est « *sensible* ». Preuve en est que les Etats-Unis n'y ont pas touché non plus, après avoir placé sous sanction la *Myanmar Gems Enterprise*, la *Myanmar Timber Enterprise* et la *Myanmar Pearl Enterprise*... Des sénateurs américains demandent à leur pays d'aller plus loin en ciblant la MOGE. Un levier important pour que l'UE soit amenée à faire de même ! En attendant, Burma Campaign UK a lancé **une pétition** pour que l'UE s'inspire des Etats-Unis en plaçant la *Myanmar Gem Enterprise* et la *Myanmar Timber Enterprise* sous sanction à son tour.

Insécurité alimentaire et pauvreté : une situation alarmante

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), près de la moitié de la population birmane risque de sombrer dans la pauvreté d'ici un an à cause de l'impact croisé de la pandémie et de la crise politique provoquée par le coup d'Etat. En quelques mois, les progrès accomplis ces 10 dernières années sont en train d'être effacés. Les femmes et les enfants sont les plus touchés, ainsi que les personnes déplacées. La répression depuis le 1er février a provoqué le déplacement de plus de 250 000 personnes, selon le rapporteur spécial de l'Onu sur la Birmanie, qui viennent s'ajouter aux centaines des milliers de déplacés que comptait déjà le pays. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) souligne que « *la faim et le désespoir augmentent fortement à travers tout le pays* ». Il estime que plus de 3 millions de birmans supplémentaires vont avoir du mal à se procurer de la nourriture dans les mois à venir. Les équipes du PAM ont ainsi pu constater que des familles de Yangon et de ses environs sont obligées de sauter des repas et de s'endetter pour survivre. Le constat est édifiant et appelle à une action urgente de la communauté internationale. La population birmane, déterminée à faire tomber la junte, doit être davantage soutenue à tous les niveaux.

L'ASEAN invite Min Aung Hlaing à Djakarta

Min Aung Hlaing s'est rendu au sommet organisé par l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) le 24 avril à Djakarta en Indonésie. Sans surprise, l'ASEAN n'a pas convié le Gouvernement d'Unité Nationale (NUG) à la table des discussions. Pour nombre d'observateurs, le sommet de l'ASEAN vient légitimer le coup d'Etat du général Min Aung Hlaing. Le journal officiel de la junte met d'ailleurs en avant « *la poursuite de la coopération avec l'ASEAN* ». Qu'advient-il du « *consensus en 5 points* » adopté ? Il mentionne notamment l'arrêt immédiat des violences, tout en indiquant que « *toutes les parties doivent exercer le maximum de retenue* » ! C'est en tout cas sur le terrain que l'on devra mesurer la portée de ce sommet, ainsi que le devenir du « *dialogue constructif* » annoncé par l'intermédiaire d'un envoyé spécial censé se rendre en Birmanie. La junte a d'ores et déjà temporisé cette visite en mettant en avant la situation sécuritaire dans le pays... Selon l'ONG ALTSEAN Burma, l'armée a mené plus de 41 attaques aériennes depuis le sommet de Djakarta ! Les opposants au coup d'Etat expriment à juste titre leur déception et leur mécontentement face à ce sommet, mais l'Union Européenne y voit une première étape importante et positive, tout en soulignant que le *National Union Government* (NUG) est un acteur clé de tout dialogue politique authentique et inclusif. L'ASEAN n'est manifestement pas de cet avis. Min Aung Hlaing non plus : la junte accuse les membres du NUG de haute trahison.

Les organisations ethniques armées face au coup d'Etat (suite)

En avril, des affrontements de haute intensité autour de la prise de bases militaires ont eu lieu dans l'Etat Kachin entre la Tatmadaw et la Kachin Independence Army (KIA). Plus à l'est, l'insurrection Karen se poursuit. Forte d'environ 15 000 combattants, la Karen National Liberation Army (KNLA) a notamment repris, lors d'une offensive le 27 avril, une base militaire près de la frontière thaïlandaise, en riposte à une opération militaire visant des civils non armés. Toujours en terre Karen, la United Defence Force (UDF) vient d'être créée : il s'agit d'une toute nouvelle OEA entraînée par la KNLA et composée de manifestants ayant fui la répression en cours. Calme plat en revanche dans l'Etat d'Arakan, pourtant l'un des principaux théâtres de conflit ces dernières années, où l'Arakan Army (AA) est semble-t-il arrivée à la conclusion que ses ambitions autonomistes passaient par un cessez-le-feu officieux avec la junte et la préservation des intérêts arakanais de Pékin (pipelines, port de Kyaukpyu). La puissante United Wa State Army (UWSA, environ 30 000 soldats) se contente, comme toujours, d'être spectatrice et neutre. Si des discussions sont en cours, notamment entre les signataires et les non signataires de l'Accord de cessez-le-feu de 2015, nous sommes encore loin d'une union sacrée armée pour défaire la junte.

FOCUS**Lettre ouverte de 403 organisations de la société civile birmane****Total et Chevron doivent cesser leur versement de revenus à la junte militaire**

A l'attention de Patrick Pouyanné, Président du conseil et directeur général de Total
et de Michael Wirth, Président du conseil et directeur général de Chevron

le 20 avril 2021

Objet : Total et Chevron doivent cesser leur versement de revenus à la junte militaire

Messieurs Patrick Pouyanné et Michael Wirth,

Nous – 403 organisations de la société civile du Myanmar – vous écrivons en relevant votre absence de réponse à notre lettre du 24 février, adressée à la joint-venture entre Total et Chevron, dans laquelle nous vous demandions d'arrêter de verser des revenus à la junte militaire. Depuis cette date, Total a continué à autoriser des versements provenant de l'acheteur thaïlandais PTT au profit de comptes contrôlés par la junte militaire, et a aussi publié une déclaration arguant qu'il lui incombait de payer des taxes et de fournir uniquement des paiements en nature. Total s'est également réfugié derrière les conséquences humanitaires qu'engendrerait un arrêt de la production, alors même que personne ne le lui avait demandé. Dans le même temps, plus de 700 d'entre nous ont été tués, et plus de 3000 d'entre nous ont été détenus arbitrairement, alors que l'armée continue de commettre des atrocités de masse à travers le pays. Chevron, quant à lui, est resté muet.

Lorsque le régime militaire a mené son coup d'Etat le 1er février, il a essayé de s'accaparer illégalement les pouvoirs de l'Etat, dont les institutions desquelles dépend le partenaire de votre coentreprise, la Myanma Oil and Gas Enterprise (MOGE), à savoir un des services relevant du Ministère de l'Electricité et de l'Energie. Bien que la junte n'ait pas été reconnue comme étant le gouvernement du Myanmar, elle a bel et bien pris le contrôle de tous les comptes bancaires gouvernementaux. Vous le savez pertinemment, et malgré cela, vous continuez à leur verser des centaines de millions de dollars. Vous savez que la junte utilisera ces fonds pour se procurer des armes et mener des opérations brutales qui nous tuent quotidiennement, comme elle l'a fait depuis que vous vous êtes associés en 1992, juste après leur précédent coup d'Etat.

Contrairement aux déclarations de votre compagnie, qui maintient que vous n'octroyez que des versements en nature, Total continue de remettre des factures à PTT, relai de la MOGE, tout en sachant que les comptes bancaires de la MOGE ont été illégalement saisis par la junte militaire.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Total et Chevron paient des royalties en espèces et ont validé la distribution de dividendes de la Moat-tamma Gas Transportation Company à hauteur de 41 millions de dollars en 2017-2018. Total a par ailleurs rapporté à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) avoir fourni à la MOGE des paiements en espèces relatifs au projet Yadana à hauteur de 259 millions de dollars. Tout cela est contraire aux prétentions selon lesquelles vous êtes essentiellement des spectateurs impuissants.

Total a déclaré devoir verser des recettes fiscales à la junte militaire en vertu de la loi nationale du Myanmar, faisant fi du fait qu'elle n'était qu'une « protection » pour un gang armé. Les recettes fiscales de vos compagnies reviennent au Ministère des Finances, de la Planification et l'Industrie (MOFPI); le ministre du MOFPI, U Soe Win, a été arbitrairement arrêté le 1er février, tandis que la junte a nommé Win Shein à sa place, ce dernier contrevenant à l'article 170 du Code pénal du Myanmar (usurpation d'identité d'un fonctionnaire) ainsi que l'article 171 (port d'un costume d'agent public). Vos paiements, qu'il s'agisse de taxes ou de revenus, sont illégaux au regard d'une multitude de lois du Myanmar (notamment l'article 405 du Code pénal ainsi que la loi anti-corruption).

Total a également déclaré continuer sa production pour des raisons humanitaires et ne pas pouvoir l'arrêter. Mais nous ne vous avons jamais demandé de cesser la production. Pourtant, vos compagnies se cachent derrière ce prétexte fallacieux pour ignorer nos appels pour que vous arrêtiez de soutenir financièrement l'armée. La production ne cesserait que si l'armée le décide, ce que nous pensons peu probable compte tenu du fait que le Myanmar exporte la quasi totalité de son gaz vers la Thaïlande et la Chine et qu'elle doit maintenir de bonnes relations avec ces pays. Dans tous les cas, nous nous risquons à des coupures de courant pour un avenir sans oppression de la part d'une armée qui nous a fait grâce d'un système de santé classé à la dernière place mondiale. Vous suggérez que l'arrêt de la production bouleverserait notre quotidien, sans tenir compte du fait que le coup d'Etat l'a déjà fait. Nous avons besoin que vous cessiez de faire de ce chaos notre avenir à travers votre soutien au régime militaire, un soutien tel que celui apporté par Total et Chevron dans les années 2000 lorsque vous avez réussi à faire pression pour obtenir des exemptions sur les sanctions.

Nous remarquons que vous êtes soucieux de la sécurité de votre personnel. Vos employés sont nos frères et soeurs et beaucoup d'entre eux nous ont rejoints dans la lutte contre la junte militaire. Ils veulent des mesures tangibles de Total et de ses partenaires dans la joint-venture. Tous les jours, nous risquons d'être arrêtés, torturés et tués à nos domiciles. La poursuite de votre soutien financier à l'armée alimente l'insécurité de toutes et de tous.

Quelles que puissent être la légalité et la logistique liées à la cessation des paiements, l'inquiétude principale de votre compagnie devrait être la responsabilité qui vous incombe de respecter les droits humains et d'éviter de contribuer à la commission de crimes contre l'Humanité. Nous sommes confrontés à l'armée tous les jours et nous savons que nous sortirons vainqueurs de cette révolution. Votre compagnie doit arrêter de saper notre combat pour la justice et pour un avenir, tant pour nous-mêmes que pour nos enfants.

Nous vous appelons à :

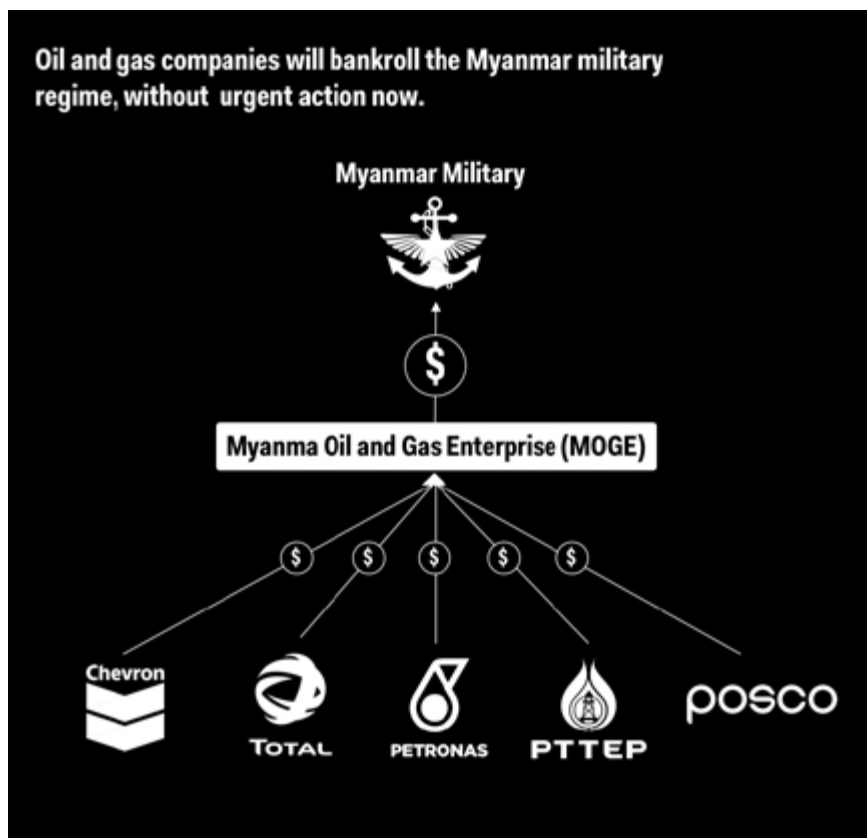
- diriger tous les paiements de revenus vers des comptes protégés, jusqu'à ce qu'un gouvernement légitime et démocratique puisse prendre le pouvoir ;
- soutenir des sanctions ciblées contre la MOGE plutôt que de faire pression pour l'obtention d'exemptions, comme vous avez pu le faire par le passé.

Pour plus d'informations :

Daw Khin Ohmar, khinohmar@progressive-voice.org

La lettre ouverte originale :

<https://progressivevoicemyanmar.org/2021/04/20/open-letter-to-total-and-chevron/>



crédit : Justice For Myanmar